



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

16 novembre 2015

Les principaux quotidiens ont focalisé l'attention sur les élections communales partielles qui se sont tenues vendredi dernier, plus précisément sur les premiers résultats officiels émanant des localités concernées. La clôture du dépôt de candidature, aujourd'hui et la tenue des sénatoriales en général font également l'objet d'un intérêt particulier de la part des journaux, qui réagissent notamment face à l'absence de candidatures pour la province d'Antananarivo la veille de la date de clôture.

Processus électoral

RESULTATS PROVISOIRES DES ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES :

LES INDEPENDANTS SONT EN TÊTE A ALAROBIA AMBATOMANGA

Les résultats provisoires des élections communales partielles, dans la commune rurale d'Alarobia Ambatomanga, district de Manjakandriana, sont en défaveur de Marie Joséphine Rasoarimalala de la formation politique MAPAR et non moins épouse du député Paul Bert Rahasimanana dit Rossy. En effet, si la liste du parti politique d'Andry Rajoelina était en tête avec 3 voix d'avance lors des élections communales du 31 juillet, la liste indépendante proposée par l'association « Afom-pivoarana » mène actuellement les scrutins, avec 30% des suffrages exprimés. Le MAPAR se classe deuxième avec une différence de près de 100 voix, suivi du TIM qui figure loin derrière la liste indépendante. Pour ce qui est de la crédibilité et de la transparence de ces élections partielles, le président de la Commission Electorale du District a rassuré qu'aucun incident majeur n'a été constaté durant ces scrutins à Alarobia Ambatomanga. Au niveau national, aucun résultat officiel n'a pu être encore obtenu auprès de la CENIT. Son président, Ndriana Mamy Ralaiariliva, a expliqué que les plis électoraux sont encore en cours d'acheminement vers le bureau central de la Commission électorale. Il a toutefois précisé que les résultats provisoires officiels seront connus vers le 20 novembre prochain. Les Tribunaux administratifs auront ensuite 3 semaines pour traiter les éventuels contentieux électoraux, ce qui laisse à croire que les résultats officiels définitifs seront publiés vers la quinzaine de décembre. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara p.3)

RENVERSEMENT DE LA SITUATION A FENERIVE-EST, TENDANCE MAINTENUE A MORAMANGA

Les résultats provisoires, recueillis au soir des élections communales partielles, pour la Commune Urbaine de Fénérive-Est ont créé la surprise. En effet, si l'Indépendant Saina Michel était en tête, à l'issue du scrutin du 31 juillet dernier, avec 42% des suffrages exprimés, les résultats du vote de vendredi passé donnent l'avantage au candidat HVM Franck Rico, qui accuse provisoirement 65% des voix. Le candidat du MAPAR arrive en deuxième position avec un score 28%. Si la surprise était au rendez-vous à Fénérive-Est, le candidat du parti PMDR Ezekiel Rasolofonjatovo a confirmé sa victoire dans la Commune Urbaine de Moramanga, avec 60% des voix. Les listes TIM et HVM se placent au deuxième et troisième rang du classement. (Midi Madagasikara p.3)

- Le taux de participation aux élections partielles pour la Commune Urbaine de Fénérive-Est n'a pas atteint les 20%, relate L'Observateur. En effet, sur les 13.225 électeurs répartis dans les 16 bureaux de vote, seuls près de 2500 sont allés aux urnes. Selon les citoyens ayant pris part à ce scrutin, la baisse du taux de participation est essentiellement due au fait que le candidat Saina Michel, qui était en tête des communales du 31 juillet, ait choisi d'appuyer le candidat HVM (p. 6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



LE MAPAR PROVISOIREMENT EN TETE A SAKARAHA

La liste du groupement politique MAPAR sort provisoirement vainqueur des communales partielles qui se sont tenues dans les deux communes du district de Sakaraha, à savoir la commune urbaine éponyme et Vineta Andramasiny. Le HVM et le TIM ferment les trois premières marches du podium dans ces localités. (Madagascar Laza p. 2)

SENATORIALES : UN SEUL DOSSIER DE CANDIDATURE DEPOSE A ANTANANARIVO

Jusqu'à hier, un seul dossier de candidature a été enregistré pour la province d'Antananarivo, plus précisément celui de la liste du Malagasy Sambatra Mahasahy. D'après les explications d'un responsable de la Commission électorale régionale d'Analamanga, cette liste est composée de nouvelles têtes, inconnues dans le monde politique. Du côté des partis politiques majeurs, les têtes de liste semblent se préciser et les réunions s'enchaînent, afin de mobiliser les comités de soutien des candidats en lice pour le scrutin du 29 décembre. Ainsi, pour la province d'Antananarivo, le Chef de région Analamanga Mananjara Randriambololona défendra les couleurs du HVM, contre l'ancienne ministre Olga Ramalason pour le TIM et le porte-parole du MAPAR, Pierre Houlder. A noter que près de 2000 grands électeurs prendront part à ces sénatoriales pour Antananarivo. 300 voix sont donc nécessaires pour espérer placer un sénateur car chaque province est représentée par 7 parlementaires. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Tia Tanindrazana p. 3)

- Marc Ravalomanana semble avoir cédé aux pressions des députés du TIM, relate **Midi Madagasikara**. En effet, ces derniers se sont fermement opposés à l'intégration d'un membre du Gasy Tia Tanindrazana dans la liste du parti, pour la province d'Antananarivo. En se référant au nombre de maires et de conseillers municipaux élus sous les couleurs du parti pour la province d'Antananarivo, le quotidien précise que le TIM devrait faire élire au maximum 3 sénateurs. **p.3**
- Le ministre Rivo Rakotovoao serait la tête de liste du parti HVM pour la province d'Antananarivo, selon **Madagascar Laza**. Pour le parti politique MAPAR, Paul Mpydy serait le candidat pour la province d'Antsiranana et Soja Jean André Kaleta, pour Tuléar. Aujourd'hui, les états-majors politiques, notamment le HVM, le TIM et le MAPAR dévoileront les 60 noms de leurs candidats, à raison de 10 noms par province (**p.3**)
- Selon certaines sources rapportées par **Madagascar Matin**, le TIM et le HVM seraient en train de négocier des places au sein du prochain Sénat. Ainsi, le TIM marchanderait pour avoir de 2 représentants par province et en contrepartie, le vote de « ses grands électeurs » sera attribué aux candidats du parti au pouvoir vis-à-vis des cinq autres places restantes, pour le quota du HVM. (**p. 2**)
- **La Vérité** se demande si la clôture du dépôt de candidature pour les élections sénatoriales sera reportée, dans la mesure où les états-majors politiques ne s'empressent pas pour déposer le dossier de leurs candidats auprès des OVEC, répartis dans les 6 provinces de Madagascar. De son côté, le rapporteur de la CENI, Fano Rakotondrazaka a précisé que le Gouvernement a fixé le délai de dépôt de candidature par décret. S'il doit y avoir un report, il lui appartient de prendre cette décision. Si tel est le cas, la date du scrutin du 29 décembre sera également repoussée, opine le quotidien. (**p. 3**)

Relations internationales

ATTENTATS DE PARIS : IMPACTS SUR MADAGASCAR

La ministre malgache des Affaires étrangères, Atallah Béatrice, annonce que la sécurité des consulats et de l'ambassade de France à Madagascar a été renforcée, suite aux attentats de Paris, survenus le 13 novembre dernier. Jusqu'à présent, aucune consigne spéciale n'a été donnée aux ressortissants

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



français de la Grande île. Pour sa part, l'ambassadeur de France à Madagascar, Véronique Vouland, s'est exprimée sur la situation sur le site Internet de l'ambassade. Elle a essentiellement évoqué l'état d'urgence, décrété par le Chef de l'Etat français François Hollande ainsi que la disponibilité d'un registre de condoléances à l'ambassade de France et dans chaque consulat en province, à partir de ce jour. La communauté française est également invitée à une cérémonie de recueillement à la Résidence de France, le mardi 17 novembre à 18h30 (...) ». De son côté, le Président de la République Hery Rajaonarimampianina a déjà adressé une lettre de condoléances au peuple français, dès le lendemain de l'attentat. (**L'Express de Madagascar, p. 3 ; Midi Madagasikara p.3 ; Madagascar Laza p.2 ; L'Observateur p. 2 ; Tia Tanindrazana p. 3**)

- Le ministère des Affaires étrangères a démenti les rumeurs qui ont circulé, depuis samedi dernier, sur l'existence de ressortissants malgaches parmi les 128 victimes de l'attentat. Une cellule de veille a été mise en place pour recueillir les informations qui pourraient intéresser Madagascar sur cette affaire, a déclaré la Chef de la diplomatie malgache. Suite à ce tragique événement, **L'Express de Madagascar** émet ses craintes quant à la capacité de la Grande île à accueillir le Sommet de la Francophonie, en novembre 2016, compte tenu de la menace dont fait l'objet les hautes personnalités qui y prennent part, notamment le Président François Hollande (**p. 3**)
- Des sources, qui restent cependant à vérifier, soutiennent qu'au moins trois Malgaches présents dans la salle de spectacle du Bataclan ont été tués, cette soirée-là. Le maire de Majunga Mokhtar Andriatomanga, qui est actuellement en mission en France, a également confirmé le décès d'une Malgache, partageant d'ailleurs la photo de la victime sur sa page Facebook. Un ancien journaliste malgache, résident à Paris, a également soutenu, tard dans la soirée, que 3 Malgaches ont trouvé la mort dans cet acte terroriste. (**Les Nouvelles p. 3**)
- Le président national du parti Renouveau pour la Démocratie Sociale, Fetison Rakoto Andrianirina, a présenté ses sincères condoléances aux Français. Aucun argument ou prétexte ne peut justifier que des civils innocents soient traités de cette façon, a déploré le politicien. (**Les Nouvelles p. 3**)

Politique

RESTITUTION DES ILES EPARSEES : COLLECTE DE SIGNATURES AUPRES DES CITOYENS

L'Amicale des anciens CST et sénateurs de Madagascar a tenu une conférence de presse, samedi dernier au Radama Hôtel, portant sur les îles Eparses. A cette occasion, les Roger Ralison, Jules Andriamaholison, Harinaivo Rasamoelina et consorts ont déclaré qu'une nouvelle stratégie sera adoptée dans le cadre de la lutte pour la rétrocession de ces territoires à Madagascar. Ainsi, une collecte de signatures sera effectuée auprès des citoyens tananariviens devant la mairie de la capitale, à partir du 18 novembre, pour appuyer leur initiative. Ils déclarent également que cette initiative sera étendue aux régions tandis qu'une lettre sera envoyée au Président Hery Rajaonarimampianina, à l'ONU, à l'Union africaine, à l'Union Européenne et au Président de la République française. Dans ladite lettre, l'ACS revendique l'application de la résolution 34/91 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 12 décembre 1979, sur les îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Basasa da India, qui a été auparavant adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à Monrovia, du 6 au 20 juillet 1979. (**L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara p. 3 ; Madagascar Laza p. 3**)

- D'après le leader du parti Otrikafo, Rajaonah Andrianjaka, les attentats survenus à Paris n'affectent en rien les revendications sur les îles Eparses. De ce fait, il exige toujours que les autorités françaises restituent ces îles à Madagascar d'une part et d'autre part, demande au

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Chef de l'Etat de rendre public les négociations. De son côté, la fédération des ex-détenus politiques dit soutenir toutes les actions en vue de restituer les îles Eparses à la Grande île. (Les Nouvelles p.2)

- *L'ACS soutient que de nombreux pays veulent aider Madagascar à revendiquer ces îles Eparses, pour ne citer que la Fédération de Russie en se référant notamment à la déclaration de sa ministre des Affaires étrangères le 30 octobre dernier. (Madagascar Laza p.3). Sata Ranaivo de l'association « Asandratro ny Fireneko » partage également cet avis et suggère que le PRM procède à une négociation diplomatique pour que cette puissance étrangère se rallie à la cause de la Grande île (Tia Tanindrazana p. 2)*
- *Le politicien Alain Ramaroson estime que l'Assemblée Nationale devrait promulguer une loi permettant de revendiquer la rétrocession des îles Eparses à Madagascar. (L'Observateur p. 7)*

LE PREMIER MINISTRE A PARIS POUR DES EXAMENS DE SANTE

Jean Ravelonarivo a tenu un point de presse à l'aéroport d'Ivato, samedi dernier, avant son départ pour Paris. A cette occasion, il a expliqué que son déplacement à l'étranger entre dans le cadre d'un contrôle médical pour éviter que son état de santé ne se détériore. D'après lui, un coup de fatigue, en raison de son programme chargé la semaine dernière, serait à l'origine de son état de santé « délicat ». Mis à part le Chef du Gouvernement qui sera absent de Mahazoarivo pour une semaine, le Secrétaire général du Gouvernement Zafinandro Armand a également fait l'objet d'une évacuation sanitaire vers l'île de la Réunion, jeudi dernier. Qui assurera l'intérim pendant l'absence de ces deux hauts responsables de la Primature, se questionne Midi Madagasikara (p. 2 ; L'Express de Madagascar p. 5)

- *Suite aux différentes rumeurs circulant sur les réseaux sociaux à propos de son état de santé, Jean Ravelonarivo a tenu à les démentir, plus précisément les bruits affirmant que son déplacement pour Paris est une évacuation sanitaire due à un Accident Vasculaire Cérébral (Les Nouvelles p.2)*
- *De l'avis de L'Observateur, cet état de santé du PM est une opportunité pour le Chef de l'Etat de penser au remaniement de l'équipe gouvernementale, qui constitue d'ailleurs la principale revendication des parlementaires et des principales forces politiques. Il s'agit maintenant de se pencher sur le bon fonctionnement de l'administration car le Premier ministre est atteint d'une incapacité manifeste, conclut le quotidien (p.3)*

Economie et société

FILIERE VANILLE : LE LABEL MADAGASCAR MENACÉ

Lors de l'assise nationale sur la vanille, qui s'est tenue samedi dernier à Sambava, les opérateurs œuvrant dans ce secteur ont déclaré que l'utilisation de machines pour la récolte de cette année risque de nuire à toute la chaîne de valeurs de cette filière. En effet, cette méthode pourrait détériorer l'odeur de la vanille de Madagascar, pourtant réputée pour sa forte odeur. « La Grande Ile pourra ainsi perdre sa place sur le marché international », ajoutent les principaux acteurs de la filière. De plus, des milliers d'emplois sont menacés par cette « mécanisation de la récolte ». Face à cette situation, un appel a été lancé à l'endroit de l'Etat afin qu'il prenne ses responsabilités pour sauver la filière. A noter qu'une forte délégation gouvernementale, composée entre autres du ministre d'Etat Rivo Rakotovoao, du ministre du Commerce Henri Rabesahala et du ministre des Transports Ulrich Andriatiana, a assisté à cette Assise nationale. (L'Express de Madagascar, p. 7 ; Midi Madagasikara p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



EMEUTES A SAMBAVA : LA FOULE RECLAME LA TÊTE D'UN ASSASIN PRESUMÉ

Des émeutes ont secoué hier la ville de Sambava. Plusieurs dizaines de personnes se sont en effet rendus au commissariat de la ville pour réclamer qu'on leur livre un individu trempé dans le meurtre d'un jeune, samedi dans la nuit. Ce dernier aurait commis 3 homicides auparavant mais aurait été relaxé, après quelques temps. Bien que la foule se soit amassée devant le commissariat, les éléments de la police ont refusé de se plier à leur demande. Face à l'opposition des forces de l'ordre, les centaines d'individus se sont mis à brûler des pneus et à lancer des pierres sur le bâtiment de la police. De leur côté, les policiers, appuyés par des éléments de la gendarmerie, ont effectué des tirs en l'air pour dissuader la foule. Cette dernière s'est alors déplacée sur la RN5A afin d'ériger un barrage de feu de bois, bloquant la circulation pendant au moins une heure. Présente à Sambava le jour de l'émeute, la délégation ministérielle, conduite par le ministre d'Etat Rivo Rakotovoao, a déclaré que le dossier sur ce meurtre est actuellement entre les mains de la Justice. D'ailleurs, la famille de la victime a déjà exprimé sa confiance à l'endroit du système judiciaire, contrairement aux manifestants, a conclu le ministre d'Etat. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Midi Madagasikara p. 21 ; Les Nouvelles p. 5 ; Madagascar Matin p.11)

Format de couverture

L'interview de Mamy Freddy Andriamalala, économiste et politologue, occupe une page entière de **Midi Madagasikara**. A cette occasion, ce Professeur en Finances publiques et en Politique publique à l'Université d'Antananarivo expose son constat sur la situation socio-économique de Madagascar. Il évoque entre autres la faiblesse du système productif malgache, les déséquilibres macroéconomiques ou encore la mauvaise gouvernance économique et institutionnelle. Comme solution, il faudrait redéfinir la coopération de l'Etat avec les bailleurs de fonds, conclut l'enseignant-chercheur. p.4

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

